

<http://lipietz.net/La-Bolivie-entre-Kollasuyu-et-Bolivarisme>

Politis n°783

La Bolivie entre Kollasuyu et Bolivarisme

- Vie publique - Articles et débats -



Publication date: jeudi 8 janvier 2004

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

Arriver à La Paz (capitale de la Bolivie), c'est atterrir sur le toit du monde. L'aéroport est sur l'Altiplano andin, à 4000 mètres d'altitude. De petites rivières ont creusé dans ce haut plateau un énorme canyon. La Paz y est nichée à 3700 mètres.

Les classes dominantes se sont installées plus bas, à la recherche de chaleur et d'oxygène. Les bidonvilles de brique et de pisé grimpent au contraire les falaises et débordent sur l'Altiplano. C'est l'immense banlieue d'El Alto, berceau de l'insurrection d'octobre dernier qui a chassé le président de la République, Sanchez de Lozada. En quatre ans de délégation Amérique du Sud au Parlement européen, je n'avais pu aller en Bolivie, mais, désormais, la curiosité me dévorait. Pourquoi cette insurrection sous le bien faible prétexte d'un projet d'exportation de gaz via le Chili ?

Enquête éprouvante. Dès le matin de mon arrivée, l'association Wiñaymarka qui organise mon voyage me ramène sur l'Altiplano, pour une réunion avec des associations de femmes. Tout le monde souffre : elles, de la faim et de la fatigue, moi, du manque d'oxygène, du mal des montagnes. Elles sont toutes, indiennes Aymaras, bonnes tisserandes, bonnes commerçantes : le marché d'El Alto est immense, aussi impressionnant que le quartier de Guamarra à Lima, où les Aymaras ont créé le « petit Hong-Kong » du Pérou.

Seulement voilà : la Bolivie, c'est incroyablement haut et isolé. Les États modernes se sont développés sur les bassins hydrauliques, et rares sont les États campant sur les hauteurs qui ont survécu, peu à peu dévorés, satellisés par leurs voisins : Tibet, Népal... La Suisse est une exception. La Bolivie est en quelque sorte le Tibet de l'Amérique du Sud. Peu à peu mangée par les voisins, elle a perdu plus de la moitié de sa surface depuis sa naissance. Et elle voit sa richesse minière (l'expression « c'est le Pérou ! », désignait alors le Haut Pérou, la Bolivie) s'enfuir par les deux bouts depuis la colonisation espagnole : au nord, par le Pérou, au sud par l'Argentine. Mais il faut parcourir des milliers de kilomètres de montagne jusqu'à Lima ou au Rio de la Plata. À l'Est, des fleuves paresseux traversent des milliers de kilomètres de forêt amazonienne pour arriver à Manaus. Il n'y a qu'à l'ouest que la mer soit proche, à condition de franchir la Cordillère et le terrible désert d'Atacama. Mais le Chili a privé la Bolivie de cet accès à la mer.

La haine du Chili, omniprésente, est le premier ciment du nationalisme bolivien. Le Chili, qui a confisqué l'accès direct au marché mondial, tout en faisant main basse sur les entreprises privatisées, pour les démanteler et ne garder que les quelques maillons qui l'intéressent. Le Chili est donc aussi le symbole de « l'entreguisme » (le destin de la Bolivie de « livrer » - entregar- ses richesses), second mot-clé du nationalisme. À tel point que j'ai pu croire un instant que le problème avec le contrat gaz, c'est que le gazoduc passait par le Chili ! « Non, corrigea pour moi un responsable du Mouvement Indigène Pachakuti, ce fut une surréaction radicalisée face à un nouveau cas d'entreguisme. » D'autres me détailleront le quasi-abandon de la rente minière que représentait ce contrat.

La haine du Chili éclipse même la haine des USA. Les Boliviens n'ont pas tort : le Chili n'est pas tant le relais de l'impérialisme US que de l'économie-monde asiatique, de l'empire déclinant de Tokyo et de l'empire naissant de Shanghai (qui a déjà récupéré les richesses minières du Pérou au fur et à mesure de leur privatisation).

La Bolivie suit le même chemin que le Pérou : ancienne bonne élève du modèle « cépaliste », elle a vu la construction d'une économie nationale protégée par les barrières douanières et financée par les exportations agricoles ou minières, organisée par l'État et appuyée par les syndicats de gauche. Elle a connu la déchéance du modèle, déficit et hyperinflation, et, sous la direction du même Mouvement National Révolutionnaire, le même remède pire que le mal : le néo-libéralisme, la privatisation (on dit ici capitalisation), avec une nouvelle vague d'entreguisme et la destruction des services publics et des syndicats, ces « galeux » dont vient tout le mal... La

prestigieuse COB (Confédération Ouvrière Bolivienne), autrefois incarnée par les mineurs de Potosi, a vu fondre sa base ouvrière. C'est pourtant en tant que leader de la COB d'El Alto que Roberto de la Cruz a organisé l'insurrection. Sauf que sa COB regroupe des chômeurs, des travailleurs informels. Et surtout ce n'est pas en tant qu'ouvriers qu'ils ont, depuis la crête du canyon, organisé le siège de La Paz, bloquant toutes les voies en abattant les passerelles de béton. Ni d'ailleurs comme « classes dangereuses », comme les jeunes qui avaient dévalé en février, pillant les sièges des partis, puis les boutiques, terrorisant la bourgeoisie. Mais comme Indiens, plus précisément comme Aymaras.

« Aymara » est aujourd'hui le troisième mot-clé de la Bolivie. Après quatre siècles d'oppression et de honte entrecoupées de révoltes, les indiens de Andes s'étaient débarrassés de leur identité d'opprimés en s'affirmant « ouvriers », au milieu du siècle dernier. Le néo-libéralisme a détruit cette identité « classiste ». Au Pérou, le succès du district industriel de Guamarra (où les anciens syndicalistes sont devenus des micro-entrepreneurs de la confection) a suscité une identité positive nouvelle : celle de l'entrepreneur-artisan proudhonien [1]. En Bolivie, comme en Équateur, l'indigénisme s'érige en force politique révolutionnaire. Mais en Bolivie, au moins dans la montagne, cette nouvelle identité Aymara est omniprésente, du discours des révolutionnaires du Pachakuti à celui des classes moyennes métisses, en passant par les radios populaires et les communautés ecclésiales de base qui me reçoivent.

Et comment concilier ce retour à l'origine préhispanique avec le nationalisme bolivien ? Tout simplement en identifiant la Bolivie au « Kollasuyu », le quart sud-est de l'empire Inca, dont il faut reconquérir l'indépendance ! Et qu'importe si les Incas (les Quetchuas d'aujourd'hui) ont colonisé les Aymaras avant les Espagnols. La bannière de Kollasuyu (un damier arc-en-ciel) flotte sur les manifs, et ceux qui veulent réduire la lutte à sa dimension sociale, sans poser la « question du pouvoir » (indigène) sont traités de « syndicalistes » par plus radicaux qu'eux. C'est bien sûr le cas d'Evo Morales, leader du MAS, qui n'a rallié l'insurrection d'octobre qu'au dernier moment.

Il y a du Lénine (et même souvent un radicalisme anti-européen qui me rappelle l'islamisme) dans ce discours des leaders d'octobre, ceux du « terrain » (Arturo de La Cruz) comme des politiques (le M.I. Pachakuti de Felipe Quispe). Il traduit une immense aspiration à la dignité : La Paz est la seule ville où les ados cireurs de chaussures masquent leur amour-propre derrière une cagoule ! En face, Evo Morales qui me reçoit sous le contrôle souriant mais vigilant de toutes les autres composantes du parti qui rassemble autour de lui toute l'ancienne gauche, le MAS (Mouvement vers le Socialisme), en rajoute dans le légalisme de la démocratie libérale. On voit qu'il a parfaitement médité l'expérience de Lula. J'ai connu Lula il y a vingt ans, secrétaire du syndicat des métallos de San Bernardo, et il resta longtemps « Lula le métallo ». Evo Morales reste « le cocalero », car c'est ainsi qu'il a commencé sa carrière, en organisant la lutte des cultivateurs du coca contre les plans d'éradication décrétés par les USA (mais aussi la résistance des méthodes d'irrigation traditionnelles contre les multinationales de l'eau). Mais il est beaucoup plus proche de la présidence que le Lula d'il y a vingt ans, et il a déjà son opposition radicale : le Pachakuti.

Entre le modèle qui paraît déjà « social-libéral » de Lula et le rêve Kollasuyu, la lutte n'est pas égale : le MAS a cinq fois plus de députés que le MIP et même trois fois plus de députés indigènes, il se construit comme interethnique et interclassiste, il représente une alternative crédible. Felipe Quispe riposte en cherchant des alliés dans les forces radicales du Tahuantinsuyu (l'empire inca). Au Pérou, où l'indigénisme radical a été grillé par le parasitage terrifiant du Sentier Lumineux. Et surtout en Équateur où le parti indigéniste Pachakutik, qui avait tenté, lui aussi, une évolution interethniste et « généraliste », est sorti éreinté d'une expérience mal préparée et ratée de participation gouvernementale derrière le colonel Lucio Gutierrez.

Reste une troisième voie théoriquement possible à gauche : un projet andin non indigéniste, celui qu'incarne [Hugo Chavez au Venezuela](#), qui aurait l'avantage de rallier la Bolivie des basses-terres (comme la capitale économique Santa Cruz, restée complètement à l'écart du mouvement d'octobre.) Chavez est aussi une référence du MAS, mais Bolivar, répond-on au MIP, a opprimé les Indiens !

La Bolivie entre Kollasuyu et Bolivarisme

Si l'Amérique andine reste plus que jamais une « zone des tempêtes » [2], elle est très loin d'avoir trouvé une orientation progressiste commune. Entre Bolivar et Tahuantinsuyu, et sous l'hégémonie du géant brésilien, elle cherche un nouveau paradigme intégrant l'aspiration indigène à la dignité, à un développement autocentré et écologiquement sain, et celle des classes moyennes progressistes ou nationalistes métisses ou créoles.

PS:

Une version légèrement raccourcie de ce texte a été publiée sous le titre « [Bolivie : retour sur une insurrection](#) », Politis n°783 , 8 janvier 2004.

[1] Sur les trois figures de l'Indien péruvien (indigène, ouvrier, micro-entrepreneur), voir Portocarrero G. et Tapia R. Trabajadores, sindicalismo y política en el Peru de hoy, ADEC-ATC & Asociacion Laboral para el Desarrollo, Lima, 1992. Sur le district de Guamarra : « Un district vigoureux dans une économie en détresse : le « miracle » de Guamarra », dans Benko & Lipietz (eds) [La richesse des régions](#), P.U.F., paris, 2000.

[2] Voir « [La zone des tempêtes bolivarienne](#) ». Politis, numéros n°608-609, 6 & 13 juillet 2000.